**Conférence sur l’économie tchèque avec le vice-gouverneur de la Banque nationale tchèque Tomáš Nidetzký**

**La Chambre de commerce franco-tchèque a organisé une discussion sur les perspectives économiques, en République tchèque, pour 2020 avec deux invités de renoms : Tomáš Nidetzký, vice-gouverneur de la** [**Banque nationale tchèque**](https://www.cnb.cz/en/) **(ČNB), et Jan Vejmělek, économiste en chef de** [**Komerční banka**](https://www.kb.cz/en/)**. L’événement Quo Vadis a attiré une cinquantaine d’invités issue des sociétés membres de la Chambre de commerce franco-tchèque. La rencontre s’est tenue au centre de conférence de Komerční banka, partenaire de l’évènement.**

**Croissance de l’économie tchèque grâce aux dépenses des ménages**

Lors d’une discussion ouverte avec les dirigeants d’entreprises de l’environnement franco-tchèque, Tomáš Nidetzký a rappelé le double rôle de la Banque nationale tchèque – elle garantit à la fois la stabilité du système financier et des prix. Cependant, nous ne devons pas oublier que la politique monétaire n’est qu’une des politiques économiques de l’État. Le vice-gouverneur a également sondé les dirigeants présents, pour vérifier si la banque centrale était suffisamment transparente et lisible pour eux, ce que les participants ont confirmé.

Le vice-gouverneur de la Banque nationale tchèque prévoit une croissance solide du PIB tchèque entre 2 % et 2,5 % cette année. Les causes de cette croissance seront la consommation des ménages, soutenue par une croissance continue des salaires et un taux de chômage très faible. Selon Nidetzký, un des facteurs clés de cette croissance sera également l’augmentation des investissements privés et publics. En revanche, certains facteurs pourraient ralentir cette expansion économique tels que les guerres commerciales, le Brexit, le ralentissement de la croissance économique de la Chine et l’insécurité géopolitique. Pour citer un exemple plus précis, la situation actuelle en Iran pourrait fortement impacter le prix du pétrole. Enfin, l’économie tchèque devra faire face à des défis propres à son territoire, avec un marché du travail en surchauffe et un marché de l’immobilier saturé, où les prix ne cessent de grimper.

Les invités se sont intéressés aux conséquences de la dépendance de l’économie tchèque à l’Allemagne. Selon Tomas Nidetzký, l’économie nationale est en harmonie avec l’économie allemande avec un déroulement similaire du cycle économique. Par sa structure, l’économie tchèque converge vers l’économie allemande. Des changements de la structure économique actuelle, tels que la mise en place d’une politique environnementale, sont de fortes sources d’incertitudes économiques.

Dans sa présentation, le représentant de la Banque nationale tchèque a évalué le secteur bancaire tchèque, dont les représentants étaient présents dans la salle. Il existe actuellement 24 banques et 25 filiales étrangères sur le marché tchèque, qui font l’objet d’une surveillance prudentielle par la ČNB. Les banques locales détiennent des actifs d’une valeur de 7 200 milliards de couronnes tchèques, soit 150 % du PIB annuel tchèque. Plus de 80 % de ce montant est détenu par seulement six plus grandes banques du territoire. Le vice-gouverneur Nidetzký a décrit le marché financier comme un secteur très rentable, il a également félicité les banquiers tchèques pour la qualité de leur gestion, réaffirmant qu’ils étaient des partenaires de qualité pour la ČNB. Nombreux ont été surpris en apprenant que la ČNB, supervise, en plus des banques, plus de 70 000 autres entités financières, telles que les compagnies d’assurance, les fonds de pension, les fonds d’investissement, les prêteurs non bancaires, les établissements de paiement, mais aussi les intermédiaires et les bureaux de change.

**Nous n’avons pas à nous soucier de la récession cette année**

L’économiste en chef de Komerční banka, Jan Vejmělek, a quant à lui principalement évalué les tendances à l’échelle mondiale, qui pourraient avoir un impact sur la zone euro et la République tchèque. Selon lui, l’année 2019 fut une année où l’économie mondiale et surtout européenne a dû faire face à des incertitudes importantes, notamment géopolitiques. Ces insécurités vont également influencer l’économie cette année. En 2020, l’économie mondiale devrait atteindre son plus bas niveau, suivi par la zone euro en 2021. Les analystes de la Société Générale, dont Komerční banka fait partie, prévoient pour l’année 2020 une croissance du PIB mondial de 2,4 % et de la zone euro de 0,9 %. La République tchèque, selon Jan Vejmělek va connaître une croissance de son PIB d’environ 2 %.

Un sondage réalisé auprès de chefs d’entreprises à travers l’Europe, a révélé que les plus grands risques pour l’année à venir étaient selon eux la baisse de la demande intérieure et le manque de main-d’œuvre. Le Brexit et le taux de change ne font pas partie des sujets qui inquiètent le plus la communauté d’entrepreneurs. La croissance de la zone euro ralentit, mais elle reste toujours stable et la récession n’est pas à l’ordre du jour pour l’instant. Le marché tchèque pourrait être affecté par les risques spécifiques liés au marché allemand – les guerres commerciales et donc la baisse des exportations vers la Chine, ainsi que les crises rencontrées par le secteur automobile. Celui-ci subit actuellement une baisse de la demande étrangère, des changements structurels par la transition vers la mobilité écologique et une hausse du coût de la main-d’œuvre. Néanmoins, selon Jan Vejmělek, l’Allemagne reste un partenaire primordial pour la République tchèque, par leurs activités industrielles communes et leurs proximités géographiques.

Selon la Société Générale, plusieurs facteurs témoignent du ralentissement de l’économie américaine : le développement cyclique de l’économie, le changement de la valeur de l’indice ISM, la baisse des marges et le ralentissement de l’inflation aux États-Unis. Selon les analystes de la Société Générale, l’économie américaine risque de connaître une récession courte et modérée en milieu d’année.

**Guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine**

Selon Jan Vejmělek, les États-Unis sont le pays avec la plus grande influence sur l’économie mondiale. L’année 2019 doit donc être évaluée en prenant en considération la guerre commerciale qui divise les États-Unis et la Chine. À cause de cette confrontation, le volume total du commerce mondial a diminué pour la première fois depuis 2009. En plus d’une baisse de 21 % des exportations chinoises vers les États-Unis, il y a également eu une baisse du tourisme chinois vers le géant américain. A l’inverse, l’impact des relations tendues n’est pas aussi important (+ 2,8%).

Selon Komerční banka, les sanctions américaines sur les importations ont entraîné une perte de 35 milliards de dollars pour la Chine, mais ont également impacté d’autres pays. La baisse des importations de ces pays vers les États-Unis, a profité à des pays tiers qui ont vu leurs échanges augmenter avec le territoire américain. Les profits les plus importants ont été réalisés par le Vietnam (23 milliards de dollars), mais également par plusieurs puissances européennes telles que la France (6,5 milliards de dollars), l’Irlande (5,7 milliards de dollars), la Suisse et le Royaume-Uni.

Le protectionnisme du président Donald Trump est fortement critiqué, notamment car les taxes sur les importations étrangères deviennent une source de revenus importante pour le budget américain. Pourtant, ces revenus représentent actuellement 2,1% du PIB américain, soit une part négligeable par rapport au passé. Avant la Seconde Guerre mondiale, ces revenus étaient de l’ordre de 20 % et à la fin du XIXe siècle, ces taxes représentaient plus de 50 % des recettes de l’État.